Extrait du SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

http://www.sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?article1807

Licenciement de Gaël Quirante une attaque politique contre un syndicalisme de lutte

- Actualité des luttes - Fonction publique -

Date de mise en ligne : mardi 27 mars 2018

SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

Copyright © SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

La ministre du Travail a autorisé le licenciement de Gaël Quirante, secrétaire de SUD Activités postales 92, militant contre les restructurations, la privatisation, la précarisation du statut à la Poste. 10 tentatives de licenciement en 14 ans, et presque un an de mises à pied cumulées. La Poste avait déjà tenté de le licencier en 2010 en l'accusant de séquestration, alors qu'il avait participé à une occupation de la direction départementale de l'entreprise. Son licenciement avait été refusé successivement par l'Inspection du Travail en 2010, par le Ministre du Travail en 2011, puis par le Tribunal Administratif en 2014.

En avril dernier la Cour d'Appel du Tribunal Administratif de Versailles a annulé les 3 précédentes décisions et a ainsi relancé la procédure. L'Inspection du Travail a de nouveau refusé son licenciement. Surtout une mobilisation de soutien s'est évertuée à faire monter la pression pour que les gouvernements successifs reculent. Rien n'y a fait. Macron et son monde font passer un message clair : s'opposer sans concession aux politiques libérales dominantes dans le monde du travail se paie. Ne pouvant être récupéré, le syndicaliste Gaël Quirante est mis hors jeu.

Gaël Quirante n'est pas le seul à se faire licencier pour raisons syndicales mais son cas cristallise bien ce qui ne plait pas au pouvoir. SUD Activités Postales 92 est de toutes les luttes à la Poste : le but, créer du collectif, exhorter les collègues et celles et ceux d'autres bureaux de poste, à la lutte, en passant bien souvent par la grève. 170 jours de grève en 2014 : à la fin, des revendications satisfaites mais un camarade révoqué de la Fonction Publique, une première depuis plus de 60 ans. Déjà à la manoeuvre, Macron, ministre de l'Economie, a validé la décision de licenciement. Rien d'étonnant donc que Macron et son gouvernement saquent ainsi Gaël.

Cela montre clairement que notre syndicalisme, de lutte, de classe, autogestionnaire est une bonne réponse aux attaques que l'on subit toutes et tous, à la Poste, dans les écoles, dans les hôpitaux, dans les facs, les lycées, dans les usines, chez les personnes sans emploi, les intermittent·e·s, bref dans chaque lieu de travail, d'étude et de vie. Actuellement c'est toute la Fonction publique qui est attaquée par une remise en cause du statut. Utilisons cette attaque contre notre camarade pour se (re)mobiliser, créer du collectif partout où c'est possible et - enfin - gagner des luttes qui amélioreront nos conditions de travail et d'étude, nos vies.

Un rassemblement a été annoncé le lundi 26 mars devant le Ministère du Travail, auquel notre Fédération ainsi que l'Union Syndicale Solidaires a appelé. La lutte va se poursuivre, sous les formes nécessaires, afin de cesser de perdre du terrain syndical face à ce gouvernement. Le soutien le plus large possible est indispensable pour montrer qu'on ne laissera pas - plus - faire. Et que c'est nous - travailleuses et travailleurs - qui devons - et qui allons - donner le la de l'opposition aux politiques qui nous oppriment.

Le Congrès de la Fédération SUD Education, réuni à Boulogne-sur-mer le lundi 26 mars 2018, apporte tout son soutien à Gaël Quirante et à SUD Activités Postales 92 et continuera à relayer, à participer aux actions de mobilisation. Nous ne lâcherons pas quelle que soit la répression subie, ce la ne nous rendra que plus fort·e·s et solidaires.

Ce lundi 26 mars à 18h30, le Congrès de SUD Education avec Solidaires Pas-de-Calais a effectué un rassemblement de solidarité devant le bureau de poste de Bréquerecque, boulevard Beaucerf.

Copyright © SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz